

Questions orales

LES DONS AUX PARTIS POLITIQUES—LES PLAFONDS À IMPOSER

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le ministre dit qu'il pourra l'envisager. Étant donné que l'aile québécoise de son parti a adopté une résolution unanime à cet égard, et étant donné que notre parti s'est engagé il y a plus d'un an à examiner cette question immédiatement, le gouvernement va-t-il mettre un terme à sa propagande et agir?

Le Nouveau parti démocratique comptait, lors de la dernière année pour laquelle on dispose de chiffres, davantage de partisans qui contribuaient à sa caisse que les libéraux et les conservateurs pris ensemble; je puis néanmoins assurer au ministre que nous sommes prêts à agir maintenant.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Agissez ou taisez-vous. Allez, parlez.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Des excuses.

M. Broadbent: Nous allons écouter la réponse.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, en ce qui concerne la collaboration et la parole donnée par l'honorable représentant, nous pensons qu'il aurait la même attitude lorsque nous avons entamé l'étude du projet de loi C-79. Il y avait des divergences de vue sur cette question, mais je puis comprendre que le chef du Nouveau parti démocratique ne s'intéressait pas spécialement à la question à l'époque.

Le député parle de plafonner les dons aux partis politiques. J'ai la liste des cotisations au Nouveau parti démocratique qui montre qu'il n'a pas été laissé pour compte. Il a reçu 26 000 \$ des TCA, du Conseil canadien ainsi que de la Fédération du travail de la Saskatchewan.

M. Broadbent: Et vous, les sociétés vous ont versé 7 millions.

M. Mazankowski: Monsieur le Président, il veut peut-être réduire le montant que ces organisations donnent aussi.

M. Broadbent: Donnez-nous la liste des banques maintenant.

M. Riis: Et celle des sociétés de fiduciaire.

M. Broadbent: Présentez le projet de loi pour vos hypocrites du Québec. Nous ferons campagne dans cette province sur la question.

Des voix: Oh, oh!

M. Shields: Calmez-vous ou Shirley va être mécontente.

M. McKnight: Shirley va vous couper les vivres!

M. de Jong: Vous avez fait une fixation sur Shirley, n'est-ce pas Jack?

M. Riis: C'est du fétichisme.

M. de Jong: Changez de disque, Jack. Ça devient rasoir.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'AMÉRIQUE CENTRALE—LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE—
LE DISCOURS DU PREMIER MINISTRE À NEW YORK

L'hon. André Ouellet (Papineau): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre peut-il expliquer pourquoi, dans son discours d'hier à New York, le premier ministre, malgré toute sa verve, a été si avare de propositions concrètes visant le développement économique de l'Amérique centrale?

Si le premier ministre était sérieux hier, le ministre peut-il nous dire aujourd'hui quel montant d'aide additionnelle le gouvernement canadien est prêt à engager pour ces pays et notamment pour le Nicaragua?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, comme la Chambre le sait, un premier ministre du Canada recevait hier pour la première fois de l'histoire du pays un prix d'une organisation américaine prestigieuse.

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): Il a été ainsi honoré justement à cause de la participation très active du Canada aux efforts visant à déboucher sur un règlement pacifique en Amérique centrale et à assurer le développement économique de cette région, y compris le Nicaragua.

Le député n'ignore pas non plus que j'ai eu l'occasion hier à titre de participant au sommet économique de prendre une initiative jamais vue auparavant en convoquant une réunion à laquelle ont assisté cinq des ministres des Affaires étrangères du groupe des huit pays latino-américains qui se sont unis pour favoriser la concertation, non seulement dans leur région mais également en général, en vue de résoudre les problèmes qui se posent en matière de paix et de développement dans la région et notamment en Amérique centrale.

Les discussions d'hier ont été très fructueuses. La volonté du premier ministre et du gouvernement est claire. Nous avons l'intention de faire tout en notre pouvoir pour assurer le développement économique, le maintien de la paix, et pour favoriser les initiatives de paix très importantes qui viennent d'être prises au Nicaragua.

M. Ouellet: Monsieur le Président, bien des gens se sont demandé si le premier ministre était là à titre de premier ministre du Canada ou de gouverneur d'un nouvel État des États-Unis.

Des voix: Oh, oh!

M. Ouellet: Monsieur le Président, la réponse manquait de précision.